Nouvelles pistes de recherches pour l'histoire juive en Belgique. Éclairage sur quatre fonds conservés aux Archives de l'État

Pascale Falek-Alhadeff

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/374>

ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2014

Pagination : 203-218

ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Pascale Falek-Alhadeff, « Nouvelles pistes de recherches pour l'histoire juive en Belgique. Éclairage sur quatre fonds conservés aux Archives de l'État », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 11 | 2014, mis en ligne le 05 novembre 2019, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/374>

Nouvelles pistes de recherches pour l'histoire juive en Belgique Éclairage sur quatre fonds conservés aux Archives de l'État

Pascale Falek-Alhadeff

En septembre 2011, un ambitieux projet fut initié par les Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces (Archives de l'État, AÉ) : identifier les sources archivistiques et audiovisuelles relatives au judaïsme belge¹. Un guide des sources est en effet un outil utile et manquant à ce jour aux historiens se consacrant, de près ou de loin, à l'histoire des populations juives ayant habité, durablement ou temporairement, dans notre pays². Cet outil permettra non seulement d'identifier les fonds d'archives pertinents pour des recherches historiques pointues, mais aussi de tisser des liens entre les fonds disséminés au sein de plusieurs centres de conservation. Regroupés par producteur d'archives, ces fonds sont décrits selon des champs et critères internationaux répondant aux usages de la science archivistique. Le travail d'identification couvrira les sources conservées en Belgique et à l'étranger et visera les archives tant privées (particuliers, familles, associations...) que publiques (administrations, ministères...). Parmi ces dernières, force est de constater que de nombreux fonds sont conservés par l'institution à l'initiative dudit projet, les Archives de l'État.

¹Ce projet a été mené par Gertjan Desmet et moi-même sous l'impulsion et la direction de Pierre-Alain Tallier, chef de la Section Histoire contemporaine aux Archives de l'État. Nous remercions Anne Morelli, Frank Caestecker, Julien Klener, Philippe Pierret, Jean-Philippe Schreiber, Rudi Van Doorslaer et Karel Velle, qui nous ont prêté leur concours au sein du comité scientifique accompagnant ce projet.

²À ce jour, les chercheurs ne pouvaient se reposer que sur quelques publications de Jean-Philippe Schreiber pour les sources, et sur la bibliographie réalisée par la Fondation de la Mémoire contemporaine, outil indispensable pour approcher l'état de la littérature. Jean-Philippe Schreiber, « Joodse Gemeenten, instellingen en organisaties », dans P. Van den Eeckhout et G. Vanthemsche, *Bronnen voor de studie van het hedendaagse België, 19^e-20^e eeuw*, Bruxelles, 2009, pp. 1129-1147. J.-Ph. Schreiber, « The Archives Relative to Judaism and Jews in Belgium : Situation and Perspectives », dans J.-Cl. Kuperminc et R. Arditti (éds.), *Preserving Jewish Archives as part of European Cultural Heritage*, Paris, 2001, pp. 170-184. J. Déom, B. Dickschen, C. Massange et J.-Ph. Schreiber, *Les Juifs en Belgique. Guide bibliographique*, Bruxelles, Fondation de la Mémoire contemporaine, 2008 ; 2^e édition, 2014.

Si les fonds de la Police des Étrangers sont désormais bien connus des chercheurs expérimentés et amateurs, ceux-ci ne sont pas les seules sources conservées aux Archives de l'État pouvant servir à écrire l'histoire des Juifs en Belgique³. Les dossiers de Police, ouverts pour chaque étranger entrant sur le territoire belge, n'en constituent pas moins des pièces essentielles servant notamment à compléter les informations recueillies dans d'autres fonds d'archives. Le croisement des sources restant consubstantiel à toute recherche scientifique digne de ce nom.

D'autres sources moins connues méritent notre attention. D'autant plus que leur manque de visibilité, dû pour certaines à leur acquisition ou inventariage récent, a pour conséquence que, peu de chercheurs en ayant connaissance, elles n'ont pas encore été exploitées, ou très peu à ce jour. Ces sources permettront d'élargir le champ des connaissances scientifiques, d'entrouvrir de nouvelles portes et de répondre à certaines questions laissées en suspens.

Les Archives de l'État conservent ainsi de nombreux fonds riches d'enseignements pour l'histoire des Juifs en Belgique. Les historiens du XIX^e siècle penseront immédiatement aux registres de population, aux séries de demandes de naturalisation et de demandes de changement de noms qui furent du ressort du Ministère de la Justice. Les archives des anciens départements français comprennent par ailleurs des dossiers relatifs à l'organisation du culte israélite, incluant notamment des listes de fidèles. À côté de grandes séries d'archives se trouvent des fonds moins imposants émanant d'individus ou de petites et moyennes entreprises, comme ceux par exemple de firmes ayant appartenu à des Juifs allemands placées sous séquestre après la Première Guerre mondiale. Les citer de manière exhaustive n'aurait que peu de sens et d'intérêt pour la présente contribution. Renvoi est fait au guide des sources en cours d'élaboration et aux instruments de recherche publiés

³ Fr. Caestecker, F. Strubbe et P.-A. Tallier, *Les dossiers individuels des étrangers produits par la Sûreté publique (Police des Étrangers) (1835-1943)*, Jalon de recherche, Bruxelles, 2009. http://arch.arch.be/images/stories/police_etrangers/jalon_de_recherche_police_etrangers.pdf ; Fl. Plisnier et Fr. Caestecker, *Inventaire des archives du Ministère de la Justice, Administration de la Sûreté publique (Police des Étrangers) Dossiers généraux : deuxième versement 1930-1960*, Bruxelles, AGR, 2008.

par les Archives de l'État, pour ceux qui souhaiteraient obtenir de plus amples informations en la matière.

Nous tenterons ici de mettre en lumière quatre fonds d'archives prometteurs en termes de recherche conservés aux Archives de l'État, afin de valoriser ces sources et d'initier de nouvelles pistes de recherche.

Les Dommages de Guerre pour la Seconde Guerre mondiale

L'histoire de l'après-guerre, de la reconstruction et du dédommagement des victimes civiles et des entreprises détruites par faits de guerre bénéficie depuis peu de l'ouverture à la recherche d'un immense fonds d'archives. Près de quatorze kilomètres de papier, incluant 900.000 dossiers individuels, sont pour moitié versés et consultables au dépôt Joseph Cuvelier – AGR 2, rue du Houblon à Bruxelles. L'autre partie de ce fonds, les séries centrales des provinces de Flandre occidentale et orientale, du Limbourg et du Brabant, conservées par le SPF Intérieur, se trouvent encore au dépôt sis rue Pasteur à Anderlecht, dans des conditions de conservation catastrophiques. Nous espérons que l'intérêt croissant des chercheurs pour ces documents favorisera une prise de conscience politique afin d'assurer la sauvegarde de ce patrimoine, et par conséquent leur versement aux Archives de l'État dans un futur proche. Plusieurs inventaires et un *Jalon de Recherche*⁴, outils facilitant la consultation et l'accessibilité de ces sources, ont été publiés, de même qu'un ouvrage en français et en néerlandais reflétant la multiplicité des pistes de recherches pouvant être explorées via cet extraordinaire fonds d'archives⁵. Le potentiel de ces archives dépasse de loin la Seconde Guerre mondiale. L'inventaire des dégâts mobiliers et immobiliers s'accompagne d'explications concernant la perte de mobilier, de literie, de vaisselle, de denrées alimentaires et de souvenirs de

⁴ Fr. Antoine, *Les dossiers individuels des dommages de guerre aux biens privés (Deuxième Guerre mondiale)*, Jalon de recherche, n°7, Bruxelles, Bruxelles, 2011, 20 p. Voir également les inventaires de François Antoine relatifs aux dommages de guerre aux biens privés. http://extranet.arch.be/arch/publications/zoekwijzer/JR27_dossiers_individuels_dompage_s_guerre.pdf

⁵ P.-A. Tallier (dir.), « Une brique dans le ventre et l'autre en banque ». *L'indemnisation des dommages aux biens privés causés par les opérations de guerre et assimilées. Sources pour une histoire plurielle du 20^e siècle*, Bruxelles, 2012.

famille. Afin d'être indemnisés, les propriétaires devaient procéder minutieusement à l'énumération et au recensement de leurs biens, les décrivant avec précision, pièces justificatives d'achat et attestations à l'appui. Ils ajoutèrent à leurs dossiers de nombreux plans, cartes postales et photographies – une iconographie des plus précieuses pour l'historien. Il existe aussi des dossiers de demandes d'appels, introduites suite à un refus ou suite à la non-obtention de dédommagements escomptés, complétant les demandes initiales de dédommagements, et apportant encore plus d'éclaircissements quant aux biens détruits.

Ce fonds d'archives ouvre également de nouvelles pistes pour d'autres thématiques, comme l'histoire du Congo. En effet, s'ajoutent aux dix kilomètres d'archives quatre kilomètres de fonds dits associés, dont ceux regroupant les dossiers liés aux dommages aux biens de colons du Congo. Ces archives offrent un nouveau regard sur les dégâts matériels subis par les colons suite à l'indépendance en 1960. Les archives de la Société de Crédit aux Classes moyennes et à l'Industrie furent également retrouvées. Elles portent sur les crédits accordés par le Congo belge, dès 1947, aux candidats souhaitant développer une activité indépendante dans la petite industrie, l'agriculture ou l'artisanat. Ces deux fonds, composés de dossiers individuels, comprennent d'innombrables informations sur la période de l'indépendance du Congo. On y notera des dossiers concernant des Juifs du Congo, comme ceux des familles Israël, Hasson ou Franco.

Ce fonds des dommages de guerre de la Deuxième Guerre mondiale fut notamment utilisé par les experts de la Commission Buysse, qui avait pour mission de faire la clarté sur le sort des biens des membres de la Communauté juive spoliés ou délaissés pendant la Seconde Guerre mondiale⁶. La sous-série dite Commission Buysse, composée de près de cinq cents dossiers, représente une source majeure pour l'histoire de la spoliation des Juifs en Belgique. Le bordereau de versement réalisé par l'archiviste Filip Strubbe reprend, province par province, les dossiers individuels des victimes juives de dommages de

⁶ La « Commission Buysse » a examiné 5.620 demandes, représentant 5.210 dossiers clôturés par personne ou famille spoliée, pour un dédommagement total de 35,2 millions d'euros. *Commission pour le dédommagement des membres de la Communauté juive de Belgique pour les biens dont ils ont été spoliés ou qu'ils ont délaissés pendant la guerre 1940-1945. Rapport final*, Bruxelles, 4 février 2008.

guerre aux biens privés, mentionnant leur nom, prénom, quelquefois ceux de leur épouse, éventuellement leur nationalité et les dates *a quo et ad quem* de leurs dossiers⁷. On notera près de 290 dossiers pour la province d'Anvers, quelque 180 pour la province du Brabant, une petite vingtaine pour la province de Liège, 5 pour le Luxembourg, 4 pour le Limbourg et un seul dossier pour la Flandre orientale. Ces dossiers individuels sont de taille et contenu variés. La demande de dédommagement de la famille Jospa-Paiuc, suite au bombardement de leur maison à Liège, a fait l'objet d'une analyse plus approfondie⁸. Le mobilier de la maison et du cabinet dentaire de Liuba Jospa y sont décrits avec précision. Pour accroître ses chances de se voir un jour dédommagée, Liuba Jospa rassembla ses factures d'achats, lettres de fournisseurs et listes mentionnant tous les ustensiles et éléments de vaisselle présents dans la maison. Elle obtint partiellement gain de cause en 1953. La guerre, et tout particulièrement ce bombardement, la marqua à jamais : elle vit ses deux enfants, Isabelle et Jean-Joseph, tués dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre 1941. Son époux décéda le 26 décembre 1942, six mois après la naissance de leur troisième fils, René. Ce cas illustre une demande introduite suite à la destruction d'un bien immobilier. Il doit être complété par les demandes de dédommagements suite à l'Occupation et la perte de biens matériels volés par l'ennemi.

Tout porte à croire que d'autres dossiers individuels concernant des personnes d'origine juive se trouvent dispersés dans les kilomètres d'archives des dommages de guerre, dossiers qui n'ont pas été classés séparément ni utilisés par la Commission Buysse. Les retrouver nécessiterait une recherche systématique. Certains dossiers se sont vu attribuer une catégorie spécifique « israélite ». Nous ne savons à ce jour dans quelles circonstances ces dossiers furent classifiés de la sorte, ni le nombre de cas concernés.

Les dossiers des dommages de guerre offrent par ailleurs de nouvelles pistes pour l'histoire de la Résistance. Des recherches complémentaires doivent encore être réalisées en ce sens, mais certains dos-

⁷F. Strubbe, Bordereau de placement pour la série « Commission Buysse », Dommages de Guerre Seconde Guerre mondiale, AGR2, Bruxelles, 2012.

⁸G. Desmet et P. Falek-Alhadeff, « Une source incontournable pour l'histoire de la spoliation des Juifs en Belgique », dans P.-A. Tallier, *op. cit.* (2012), pp. 83-94. P. Falek-Alhadeff, « La famille Jospa », dans *Tsafon*, n°64, 2012-2013, pp. 87-106.

siers en attestent déjà, comme celui de l'église de Saint-Joseph à Ottignies, dans la province du Brabant wallon, dont la cure fut détruite suite à un bombardement de l'aviation alliée en avril 1944. On y trouve une photographie d'enfants juifs cachés pendant la guerre.

Afin d'avoir une vue d'ensemble des dommages subis par les communautés juives pendant la Seconde Guerre mondiale, il est nécessaire de compléter les informations recueillies dans ce fonds d'archives par ceux relatifs aux dommages subis par les bâtiments de culte. On notera dans les archives du Service des Cultes relevant du Ministère de la Justice des dossiers généraux sur l'organisation du culte israélite et une douzaine de dossiers liés à l'indemnisation des dommages de guerre et à la restauration des synagogues et autres bâtiments de culte appartenant aux communautés juives. Des documents similaires sont également conservés dans les archives des villes et des provinces. Aussi, on trouvera des dossiers relatifs aux dommages subis pendant la guerre dans les archives du Consistoire central israélite de Belgique (CCIB) et les archives des différentes communautés religieuses⁹. Mais passons directement au deuxième fonds que nous souhaitons mettre en lumière, celui du Service des Cultes au Service Public Fédéral Justice.

Archives du Service du Culte israélite au SPF Justice

Un nouveau dépôt aux Archives de l'État et la parution d'un inventaire y assurant une recherche plus aisée devrait ravir les chercheurs. Les archives du culte israélite dépendant du Ministère de la Justice, désormais dénommé Service Public Fédéral (SPF) Justice, furent versées dans leur intégralité aux AÉ en 2011. Ce fonds est particulièrement peu volumineux en comparaison avec les kilomètres d'archives des dommages de guerre précitées. Il s'agit ici de deux mètres linéaires et demi, répartis en 187 numéros. Il couvre néanmoins une large période, les pièces les plus anciennes datant de 1830 et les plus récentes de 2010. En effet, malgré sa taille, ce fonds s'avère incontournable pour l'histoire des communautés juives en Belgique.

Le fonds du service du culte était déjà connu des chercheurs grâce à l'inventaire de Catherine Weill, réalisé auprès du Centre national des

⁹On notera une plus grande iconographie dans les dossiers conservés au CCIB.

hautes Études juives en 1971¹⁰. Cet inventaire, bien que daté, reste néanmoins un outil indispensable. Complémentaire à celui de Michaël Amara, il apporte plus de précisions pour une partie des descriptions¹¹. Ces deux auteurs ont choisi de garder l'ordre originel de classification des dossiers, tel que dicté par les services du ministère. Ce fonds comprend une série centrale et des séries provinciales, couvrant ainsi toute la Belgique.

Le service des cultes dépendait du Ministère de l'Intérieur de 1830 à 1840, puis du Ministère de la Justice jusqu'au 1^{er} janvier 2002, date à laquelle la tutelle sur le temporel des cultes, notamment des édifices religieux, fut transférée aux régions, le ministère fédéral gardant la gestion de la reconnaissance des cultes et des traitements et pensions des ministres du culte. Le culte israélite fut pleinement reconnu en 1871. Ce fonds contient néanmoins des pièces plus anciennes, datant de 1830. On y trouve des documents relatifs à la reconnaissance du culte israélite, des synagogues et des communautés religieuses, aux relations entre l'État et le Consistoire, des pièces liées aux nominations, traitements et pensions des ministres officiants et personnel employé pour le culte israélite, mais aussi des dossiers concernant les bâtiments du culte, la gestion et création de synagogues, leur restauration, leur entretien, leur extension, leur vente ou achat. On notera également des dossiers concernant l'application des ordonnances antijuives pendant la Seconde Guerre mondiale et, comme mentionné précédemment, des pièces traitant des dommages de guerre aux bâtiments du culte.

Ce fonds contient des pièces d'exception. On y trouve, en plus des documents auxquels on peut s'attendre concernant la gestion du culte, des bâtiments religieux, ou le traitement des ministres officiants, des listes nominatives de familles juives établies dans différentes localités du pays. Mis à part les archives créées depuis 1971, date de l'inventaire réalisé par Catherine Weill, des pièces anciennes ont été ajoutées en complément, notamment concernant la synagogue Machsike Hadass à Anvers et le traitement de son personnel, la synagogue de rite portugais d'Anvers, ou encore la tentative de reconnaissance d'une commu-

¹⁰C. Weill, *Inventaire des archives du culte israélite. Ministère de la Justice, 1830-1971*, Bruxelles, 1971.

¹¹M. Amara, *Inventaire des archives du SPF Justice : Service des cultes et de la laïcité, dossiers du culte israélite 1830-2010*, AGR, I 549, Bruxelles, 2013.

nauté juive à La Louvière au début des années 1930. On soulignera par ailleurs la présence de dossiers relatifs aux nouvelles communautés israélites comme celles d’Uccle-Forest, de Waterloo ou de Knokke-Heist¹². Pour conclure, il s’agit d’un fonds très riche, essentiel pour l’histoire du judaïsme organisé et méritant toute l’attention des chercheurs vu les pièces nouvelles et complémentaires qui y sont incorporées. Après ce fonds incontournable pour l’histoire du judaïsme institutionnel, nous tenions à présenter une source nouvellement accessible aux chercheurs.

Les Archives de la *Brüsseler Treuhandgesellschaft*

Ce fonds impressionnant, source très utile pour l’histoire sociale et économique des Juifs en Belgique à la veille et pendant la Seconde Guerre mondiale et l’application des ordonnances allemandes, est enfin ouvert au public. L’inventaire en sera publié en 2014¹³. La *Brüsseler Treuhandgesellschaft* (BTG) fut créée le 12 octobre 1940 par l’Administration militaire allemande¹⁴. Elle avait initialement comme objectif de procéder à l’identification des propriétés « ennemies » et « juives ». Au total, 7.729 entreprises appartenant à des personnes d’origine juive furent déclarées suite à l’ordonnance du 28 octobre 1940, 83% d’entre elles furent liquidées sur base dite « volontaire » pendant le conflit¹⁵. Une partie des entreprises fut gérée par des Alle-

¹² Les règles en vigueur relatives à l’ouverture des archives au public s’appliquent à ce fonds : les archives de moins de trente ans ne sont pas consultables et la consultation dudit fonds requiert l’autorisation de l’archiviste général du Royaume et l’engagement du chercheur à respecter les dispositions relatives à la protection de la vie privée.

¹³F. Strubbe, *Inventaire des Archives du Séquestre de la Brüsseler Treuhandgesellschaft et du Groupe 12, y compris les archives du « Service Belgique » de l’Office de Politique coloniale de la NSDAP, AGR*, Bruxelles, à paraître en 2014.

¹⁴Sur la BTG et la question de la spoliation des Juifs en Belgique voir notamment : *Les biens des victimes des persécutions anti-juives en Belgique. Spoliation. Rétablissement des droits. Résultats de la Commission d’étude. Rapport final de la Commission d’étude sur le sort des biens des membres de la Communauté juive de Belgique spoliés ou délaissés pendant la guerre 1940-1945*, Bruxelles, 2001 ; R. Van Doorslaer, *De vereffening van de Brüsseler Treuhandgesellschaft*, rapport inédit, Bruxelles, 1999 ; J.-Ph. Schreiber, « La spoliation des Juifs en Belgique sous l’Occupation : un état de la question », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n°9, 2009-2010, pp. 37-57.

¹⁵*Commission pour le dédommagement des membres de la Communauté juive de Belgique pour les biens dont ils ont été spoliés ou qu’ils ont délaissés pendant la guerre 1940-1945. Rapport final*, 4 février 2008, p. 41.

mands avant d'être vendue à des Belges non juifs. D'autres restèrent sous gestion allemande pendant toute la guerre. La liquidation dite « volontaire » eut principalement lieu en 1942, afin d'« aryaniser » l'économie belge. Les propriétaires se virent ordonner de fermer leur négoce, de demander la radiation de leur firme du registre de commerce, de livrer leurs biens et de remettre leurs stocks aux centrales de marchandises créées par l'occupant. Les entreprises considérées comme « viables » furent gérées par un *Verwalter* (administrateur) en attendant d'être vendues. Ces *Verwalter* étaient désignés par l'administration militaire. Ils étaient chargés de poursuivre les activités de l'entreprise, de recouvrer ses créances, de payer les frais et dettes et de disposer des comptes financiers. Ils étaient rémunérés aux frais de la firme et ce jusqu'à sa vente. Les archives de la BTG contiennent la correspondance et les pièces relatives à la nomination de ces *Verwalter*, mais aussi et surtout à leur gestion des entreprises « juives » et « ennemies ».

Les nazis quittèrent la Belgique en emmenant avec eux les archives de la BTG. Celles-ci furent reprises par l'Office de Récupération économique en décembre 1946, puis classées et conservées par l'administration du Séquestre¹⁶. À ce jour, seule la Commission Buysse a eu accès à ce fonds. Le fonds d'archives de la BTG est divisé en quatre sous-fonds. Les deux premiers sous-fonds étaient conservés au SPF Finances jusqu'en 2005, sans y être inventoriés. Le premier concerne le Séquestre de la BTG, le deuxième les archives de la BTG, le troisième le *GruppeXII* et le quatrième le *Kolonialpolitisches Amt*¹⁷. Les deux derniers sous-fonds sont du plus grand intérêt, ils contiennent principalement des dossiers individuels d'entreprises « juives » et « ennemies ».

Dans le premier sous-fonds relatif aux archives du Séquestre de la BTG se trouvent des pièces portant sur la gestion interne et financière de l'enregistrement des biens spoliés et leur restitution, en ce compris des pièces relatives à l'encadrement administratif, à la remise et la vente des biens spoliés opérées par le Séquestre BTG. On y trouve éga-

¹⁶Les biens des victimes des persécutions anti-juives en Belgique..., *op. cit.*, p. 194.

¹⁷Le *Gruppe XII* est l'un des douze groupes du département économique de l'Administration militaire allemande, en charge des biens et propriétés « juifs » et « ennemis ».

lement des pièces liées au traitement des dossiers nominatifs et particuliers relatifs à la restitution des biens ennemis et juifs. Le deuxième sous-fonds concerne quant à lui les archives de la BTG à proprement parler. Le classement y est relativement similaire. Une première section est dédiée à la gestion interne de la BTG, incluant la gestion du personnel et la gestion comptable de la société. Une deuxième section vise la « gestion des influences ennemies et juives » dans l'économie belge, incluant les contacts établis avec la *Militärverwaltung*, notamment le *GruppeXII*, mais aussi la direction de la BTG et la gestion financière des avoirs ennemis. On notera dans la partie sur la surveillance globale de la spoliation financière les dossiers liés aux avoirs « juifs ». Par ailleurs, dans la section intitulée « surveillance des opérations bancaires sur les comptes fiduciaires de la BTG », on portera attention aux dossiers individuels de la série jaune, concernant des « Juifs de toutes nationalités », et à ceux de la série mauve, relatifs aux « Juifs de nationalité allemande, autrichienne ou polonaise ». On se penchera également sur les dossiers liés à la surveillance de la saisie de biens « juifs ». Sont également repris dans ce bloc les dossiers concernant l'exercice de la gérance (*Verwaltung*) des avoirs ennemis, ceux des activités des gérants individuels (*Verwalter*) et de l'attribution des gérances.

Les archives des troisième et quatrième sous-fonds n'ont pas fait l'objet d'une étude systématique. Les experts de la Commission Buyse n'y ont consulté que quelques dossiers. Or ces sources mériteraient une analyse approfondie. Ces archives du *Gruppe XII* comprennent des pièces relatives à l'enregistrement, à la vérification, à la gérance et à la liquidation des entreprises ennemies et juives en Belgique. Les entreprises y sont classées par secteur d'activité. Ces dossiers individuels concernent des grandes entreprises, des firmes majeures, tout comme des petites et moyennes entreprises, des structures familiales voire individuelles. Si les archives de la BTG comprennent au total près de 80 mètres linéaires, on comptera environ 30 mètres pour cette troisième section, et l'équivalent pour son complément conservé à Paris. Le fonds conservé aux Archives nationales de France à Paris complète le troisième sous-fonds des archives de la BTG. Il est essentiel pour tout chercheur, professionnel ou amateur, de croiser ces sources afin d'y

retrouver l'entreprise ou la firme recherchée. Ce fonds a fait l'objet d'un inventaire publié en 2002, au sein duquel 30 pages concernent le *Gruppe XII Feind- und Judenvermögen* (biens ennemis et juifs) – Intendant d'administration militaire Fischinger¹⁸.

Un état des lieux de la liquidation des entreprises « juives » dans tous les secteurs d'activités fut réalisé par les Allemands à la mi-1942 et mi-1943. Ces pièces seront de grande utilité en vue d'une analyse transversale de la spoliation et liquidation de ces entreprises. On notera que les dossiers relatifs aux entreprises ayant appartenu à des personnes d'origine juive contiennent un formulaire de déclaration M, de couleur orange, aisément reconnaissable.

Les dossiers du troisième sous-fonds s'arrêtent en 1944. Ils ne comprennent donc que peu d'informations sur le devenir des propriétaires. Ils sont néanmoins essentiels pour comprendre la vie économique des Juifs en Belgique dans l'immédiat avant-guerre et la période de guerre. Les entreprises y sont regroupées en six secteurs d'activité et une rubrique divers : l'industrie alimentaire, le commerce, la presse et le cinéma, la banque et la finance, l'industrie, les transports et les hôtels. Si le secteur le plus représenté est bien entendu celui du commerce du textile et de l'habillement, on notera également une forte représentation dans le commerce du cuir. Enfin, y sont également répertoriées les entreprises spécialisées dans divers domaines de l'industrie comme la poissonnerie, le tabac, le papier, le commerce d'objets d'art et de précision, d'hygiène et de santé, l'industrie minière, les carrières, la métallurgie, l'industrie de la pierre, du verre et du textile.

Cette diversité des secteurs nous permet d'éclairer l'activité professionnelle de petits commerçants et indépendants tout comme de grands industriels. Les dossiers sont de taille variable. Les langues utilisées sont principalement le français, le néerlandais et surtout l'allemand. Un dossier type comprend des formulaires et de la correspondance, des notes et des rapports, notamment la déclaration d'immatriculation de l'entreprise et de sa cessation d'activité certifiée par l'administrateur en charge du dossier. Ces pièces peuvent s'avérer très détaillées, no-

¹⁸ G. Beaujouan, A.-M. Bourgoïn, P. Cézard, M.-Th. Chabord, E. Dunan, J.-D. Pariset et Chr. Wilsdorf, *La France et la Belgique sous l'occupation allemande 1940-1944. Les fonds allemands conservés au Centre historique des Archives nationales. Inventaire de la sous-série AJ40*, Paris, 2002.

tamment si la firme a fait l'objet d'un rapport spécifique afin d'évaluer si elle est « viable » et si son activité mérite d'être poursuivie. Sont alors mentionnées les caractéristiques de la firme, à savoir le nom, adresse et nationalité des exploitants, le genre de la société, le type de commerce réalisé – en gros, manufacturé, en demi-gros ou en détail –, des informations sur la formation du capital, les nom, adresse et nationalité des intéressés avec le montant de leur participation, et les adresses et dénominations des succursales. Dans le cas de la firme de Paul L., dénommé « Le Fourreur Paul », établi rue Blaes 61 à Bruxelles, les produits manufacturés et vendus sont décrits comme tels : fourrures confectionnées, vêtements, garnitures et cols¹⁹. Leur provenance est détaillée, les fournisseurs y sont mentionnés avec les chiffres approximatifs de leurs livraisons, classés selon le genre des produits : les peaux de lapin proviennent de la firme Coney Skins, les chats et renards roux de la firme Eiskries Frères, etc. La situation financière de la firme Paul L. est ensuite détaillée, précisant son rendement général, son rendement brut sans frais généraux. Les nom, adresse et nationalité du personnel sont également indiqués. Au magasin, Paul L. se fait seconder par son épouse, Sara F., « d'origine polonaise (juive) ». Dans l'atelier travaille une Belge, Jeanne Dupont. Ce rapport minutieux nous éclaire sur la situation de ce commerçant et artisan fourreur, d'origine juive polonaise, naturalisé belge en 1938.

La grande majorité des entreprises « juives » ne “bénéficia” pas de semblable attention. La plupart d'entre elles furent liquidées, les informations qu'on trouve à leur sujet sont dès lors plus limitées. Néanmoins, y sont mentionnés leur état financier, frais, soldes et crédits, leur nombre d'employés et d'ouvriers et si des personnes non juives possédaient des participations dans l'entreprise. Le commerce, entreprise familiale, de Hersz Lajb J. et son épouse Chaja Rywa K., par exemple, fut déclaré le 19 décembre 1940 (le document est signé de sa main)²⁰. Établi à Anvers, au 39 Lange Herentalsche straat, Hersz Lajb J. était de nationalité polonaise. Déclaré au registre du commerce à Anvers, ce tailleur pour hommes disposait d'un capital de 5.000 francs.

¹⁹AGR, BTG, 1168, Rapports d'audit et lettres d'accompagnement relatifs à la firme de Paul L. [C9-300] à Bruxelles, 1941.

²⁰Archives Nationales de France, Paris, AJ/40/286, dossier 1097 : Hersz J.

Il ne déclara ni dettes, ni employés, ni participants non juifs à l'entreprise. Son entreprise fut liquidée le 31 mars 1942. Ce couple survécut à la guerre. Ils s'installèrent à Bruxelles où ils recommencèrent, à zéro, leur activité commerciale.

L'ouverture de ce fonds au public annonce de nouvelles recherches prometteuses. Jusqu'ici, seuls les chercheurs de la Commission Buisse y avaient eu accès. Or ces sources sont essentielles pour qui veut analyser la vie économique, sociale et quotidienne des Juifs à la veille et pendant la Seconde Guerre mondiale. Les dossiers individuels des entreprises permettent des études par secteur d'activité d'une part, par région ou localité de l'autre, et bien sûr, par famille. Les descendants des victimes y trouveront de précieuses informations. Ces recherches sur la spoliation des Juifs de Belgique, désormais facilitées, se doivent néanmoins d'être complétées par la consultation d'autres fonds accessibles depuis peu, comme celui conservé à ce jour aux Archives de la Ville de Bruxelles, sur la spoliation des biens immobiliers ayant appartenu à des personnes d'origine juive pendant la guerre²¹. Ces archives sont complémentaires. Elles permettront, nous en sommes convaincue, de poursuivre les recherches et d'approfondir nos connaissances sur cette période troublée.

Les Archives des parquets

Le quatrième et dernier ensemble de fonds que nous souhaitons évoquer dans la présente contribution constitue une véritable mine d'or pour les chercheurs s'intéressant à l'histoire juive en Belgique. Les Archives des Parquets des Procureurs du Roi de Bruxelles et d'Anvers contiennent un nombre important de dossiers constitués par la Sûreté publique devenue Sûreté de l'État et par la police judiciaire relatifs aux organisations juives, aussi bien à buts politique que culturel et social, mais également concernant des individus soupçonnés d'être éventuellement subversifs. On y trouve aussi des dossiers généraux, des rapports transmis aux parquets des procureurs du roi. La police et la

²¹Archives Müller-Nikolaj conservées aux Archives de la Ville de Bruxelles. Il s'agit d'un fonds de près de 45 m. l., comprenant 85 boîtes. Les recherches sont effectuées soit par le nom de la personne, soit par l'adresse des biens immobiliers saisis ou encore par le nom de la ville.

sûreté furent particulièrement prolifiques concernant l'activisme juif pendant l'entre-deux-guerres, période pendant laquelle les émigrés juifs issus majoritairement d'Europe centrale et orientale puis d'Allemagne et d'Autriche étaient fréquemment considérés comme suspects, potentiellement dangereux, proches des communistes²². Mais la période couverte par ces fonds ne se limite nullement à l'entre-deux-guerres. L'activisme juif de l'immédiat après-guerre intéressa grandement les services publics de surveillance. Là encore, un grand nombre d'associations juives, à but politique mais aussi social, culturel et éducatif, sont observées, analysées et minutieusement surveillées. Concernant les mouvements de jeunesse et estudiantins juifs, on notera des dossiers relatifs au Dror à Liège, au Front de la Jeunesse juive (1948), au Betar, aux Jeunesses Borochovistes (1948), à l'Hashomer Hatzair (1954), à l'Union des Étudiants juifs de Belgique (1954) ou encore bien entendu à l'Union sportive de la Jeunesse juive (1950). Si des associations comme l'Union des Femmes juives (1946-48) suscitèrent également l'intérêt de la Sûreté, celle-ci se pencha plus particulièrement d'une part sur la reconstruction des communautés juives, en ce compris l'aide internationale qui leur fut prodiguée et, d'autre part, sur le soutien au futur État d'Israël. On notera des dossiers de grand intérêt concernant les « organisations terroristes juives » dont l'Irgun Zvai Leumi (1947-72), l'émigration de Juifs vers la Palestine (1945-54), le « Sztern Gang » ou encore les « Menées juives en Belgique » (1947-50). Le contenu et la tonalité des rapports de la Sûreté sont particuliers, il ne s'agit que d'une porte d'entrée spécifique sur l'histoire de ces organisations et personnes, néanmoins, ces dossiers constituent des sources extrêmement précieuses dans le cas d'organisations n'ayant laissé que peu de traces à la postérité et dont il est parfois difficile de reconstituer le parcours. Par ailleurs, concernant les dossiers individuels de personnes et familles, ces archives complètent les dossiers de la Police des Étrangers, qu'il n'est plus nécessaire désormais de présenter.

Les archives des parquets sont peu connues des chercheurs qui doivent pour les consulter introduire une demande écrite au Procureur du roi, procédure s'avérant longue et ardue, pouvant en décourager plus d'un. Néanmoins, nous sommes convaincue que les inventaires encours

²²Voir notamment à ce sujet : P. Delwit et J. Gotovitch (éds.), *La peur du rouge*, Bruxelles, 1996.

de publication amplifieront la mise en valeur de ces fonds et faciliteront les recherches scientifiques et historiques. En effet, une partie des fonds anversois avaient été inventoriés mais des sous-fonds complémentaires ont été retrouvés et feront l'objet prochainement d'une nouvelle publication²³. Il en va de même pour Bruxelles, où trois fonds ont été collationnés et reclassés, l'inventaire paraîtra d'ici peu²⁴.

Conclusion

La réalisation du *Guide des sources relatives au judaïsme et aux populations juives en Belgique, 19^e-20^e siècles* nous a permis de sortir de l'ombre des fonds d'archives essentiels pour l'histoire des Juifs en Belgique, fonds oubliés, méconnus, non classés ni inventoriés, fermés à la recherche. Des sources captivantes, désormais accessibles, augurant bien des surprises. Les analyses actuelles s'en trouveront assurément affinées. De nouvelles pistes de réflexion pourront être avancées. La matière n'attend que les chercheurs. Des archives sont chaque année dépoussiérées, triées, reclassées et finalement ouvertes au public, les inventaires sous presse des archives des parquets n'en sont qu'un exemple. Par ailleurs, les deux grands fonds d'archives mis en avant dans la présente contribution, celui des Dommages de Guerre et celui de la BTG, raviront également les généalogistes amateurs et professionnels, et toute personne souhaitant approfondir son histoire familiale. En effet, les recherches nominatives y sont aisées. On peut trouver ainsi le dossier d'un proche, victime civile de la guerre, via sa demande de dédommagement pour vol ou destruction de bien immobilier, ou le dossier relatif à son entreprise, même petite, spoliée, liquidée, ainsi que ses stocks et immeubles, pendant la guerre. Des pièces uniques qui compléteront les dossiers de la Police des Étrangers et permettront une analyse plus approfondie du sort des Juifs en Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale.

²³P. Drossens, *Inventaris van het archief van de Gerechtelijke Politie bij het parket van de Procureur des Konings te Antwerpen, overdracht PK Antwerpen 2001 C*, Bruxelles, AGR, à paraître en 2014-15.

²⁴Ch. Martens, *Inventaris van het archief van de Gerechtelijke Politie bij het parket van de Procureur des Konings van Brussel (1921-1976)*, Bruxelles, AGR, à paraître en 2014-15.

Exemple d'un dossier de demande de dédommagement : la maison
dévastée de la famille Jospa-Paiuc à Liège.